

**Mission de maîtrise d'œuvre : restructuration et extension
de l'école élémentaire « E. Dubois » à Vayres (33)**

MODIFICATIONS PROPOSÉES:

1/ Type de procédure:

Marché à procédure adaptée restreinte

2/ Identification du maître d'ouvrage:

Commune de Vayres

Correspondant: M. le Maire

Adresse : 44 avenue de Libourne 33870 Vayres

Téléphone : 05 57 55 25 55 Fax : 05 57 55 25 56

E-mail : dgs@mairie-vayres.fr

3/ Objet du marché:

Avis d'appel à candidatures pour un marché de maîtrise d'œuvre :

L'opération consiste en la restructuration et l'extension de l'école élémentaire « E. Dubois » à Vayres. Dans le cadre du projet, le maître d'ouvrage prévoit la mise aux normes des locaux existants, la démolition d'un bâtiment préfabriqué, la relocalisation des activités périscolaires et la réalisation d'un bâtiment neuf. La capacité d'accueil actuelle de 11 classes passera à 12 classes avec notamment la création d'une classe supplémentaire, de deux ateliers et l'agrandissement du restaurant. Les espaces extérieurs seront également à traiter (préaux, récréations, espaces verts...).

Surface à créer: 700 m² shon environ.

Surface à restructurer: 850 m² sdo environ.

4/ Description de la procédure

Dans un premier temps, le maître d'ouvrage sélectionnera 3 équipes au moins.

Dans un deuxième temps, ces équipes devront remettre une esquisse simplifiée (2 formats A3) et une proposition de mission pour le début du mois de septembre 2016. **Le Maître d'Ouvrage attire l'attention des candidats sur le fait que l'esquisse sera à réaliser durant le mois d'août.** Une audition des équipes retenues est prévue début septembre 2016.

5/ Enveloppe financière des travaux et durée du marché

1 758 900 euros HT en valeur mai 2016

Durée du chantier : 24 mois (livraison par phase) / chantier en site occupé

6/ Contenu de la mission :

Le titulaire se verra confier les éléments d'une mission de maîtrise d'œuvre de base sans EXE avec VISA telle que prévue par la loi du 12 juillet 1985 relative à la Maîtrise d'Ouvrage Publique, et éventuellement une mission complémentaire OPC. Le marché sera passé avec un groupement de maîtres

d'œuvre (architectes et BET) suivant les dispositions du code des marchés publics.

7/ Compétences souhaitées :

La présente consultation est ouverte aux équipes comprenant :

- un ou plusieurs architectes, dont un sera mandataire ;
- un ou plusieurs bureaux d'études techniques TCE et ayant la compétence études thermiques.

L'équipe devra obligatoirement être constituée en groupement de cotraitants conjoints avec le mandataire solidaire.

8/ Critères de sélection des candidatures:

Compétences, références et moyens

9/ Critères de jugement des propositions:

Les propositions seront jugées en fonction des critères pondérés énoncés ci-dessous:

- qualité de l'esquisse simplifiée présentée, sur les plans fonctionnels, architecturaux, urbanistiques, réglementaires, techniques et économiques (25%)
- qualité et pertinence de la note méthodologique et de sa présentation lors de l'audition du candidat (25%)
- prix des prestations et répartition entre les membres de l'équipe (25%)
- délais d'exécution de la mission (25%)

10/ Indemnisation des candidats:

Pour chaque concurrent, il a été prévu une indemnité d'un montant maximum forfaitaire et non révisable de 3500,00 euros HT pour la prestation du concours (niveau esquisse « light » : 2 formats A3 recto, éch. 1 :500°).

Pour l'équipe qui se verra attribuer une mission de maîtrise d'œuvre à la suite du concours, l'indemnité relative aux pièces graphiques et écrites lui sera versée en même temps que les autres candidats. Cette somme sera considérée comme acompte et sera récupérée sur les honoraires dus au titre de l'esquisse. Cette indemnité sera considérée en date de valeur marché.

11/ Contenu du dossier de candidature:

Le dossier de candidature devra comporter obligatoirement :

1/ Dossier des pièces administratives conforme aux articles 48 à 54 du décret du 25 Mars 2016 n° 2016 – 360 relatif aux marchés publics

- Lettre de candidature – DC1 et DC2 accompagnée des volets administratifs et fiscaux (voire NOT12). Les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 et DC2 (à jour) pour présenter leur candidature.
- Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus aux articles 48 et 49 du décret du 25 Mars 2016 n° 2016-360 relatif aux marchés publics :
 - Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ;

- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles 45 à 50 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 Juillet 2015, relative aux marchés publics et à l'article 51 du décret du 25 Mars 2016 n° 2016-360 relatif aux marchés publics ;
 - Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail.
- Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise tels que prévus aux articles 50 à 54 du décret du 25 Mars 2016 n° 2016-360 relatif aux marchés publics :
 - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
 - Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels.
 - Les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise tels que prévus aux articles 50 à 54 du décret du 25 Mars 2016 n° 2016-360 relatif aux marchés publics :
 - Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel ;
 - d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
 - Liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;
 - Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat ;
 - Description de l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

2/ Dossier des pièces techniques:

- présentation de l'équipe : nom, raison sociale, forme juridique.
- moyens en personnel et matériel.
- pour le mandataire et chaque membre de l'équipe: dossier de références des concepteurs sous forme d'éléments graphiques significatifs des oeuvres réalisées par ces derniers, notamment dans le domaine faisant l'objet de la présente consultation et liste des principales réalisations de ces 5 dernières années.

- pour le mandataire uniquement (en plus de son dossier général de références): présentation illustrée de 2 projets significatifs sous la forme d'une page A3 horizontale par projet (soit 2 formats A3 recto).

12/ Date limite de réception des candidatures:

Jeudi 16 juillet 2015 à 12h00

13/ Adresse où les candidatures doivent être transmises:

Les candidatures doivent être envoyées par la poste sous pli recommandé avec avis de réception à « M. le Maire, 44 avenue de Libourne 33870 Vayres» ou déposées contre récépissé avant ces mêmes date et heure à la Mairie de Vayres, sous enveloppe cachetée portant la mention "marché de maîtrise d'œuvre pour la restructuration et extension de l'école élémentaire « E. Dubois », appel à candidature - Ne pas ouvrir".

14/ Transmission électronique

Les candidats sont invités à transmettre, par voie électronique, leurs candidatures à l'adresse suivante : <http://marchespublics-aquitaine.org> (Référence acheteur public : marchés publics aquitaine).

Il leur est recommandé de consulter le manuel entreprises à leur disposition sur la plateforme <http://marchespublics-aquitaine.org> qui donne toutes informations pratiques nécessaires au dépôt des offres.

Concernant les conditions de présentation des plis électroniques, elles sont identiques à celles exigées pour les réponses sur support papier. Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : XLS, DOC, ODT, ODS, ODP, PDF, JPG, PPT, ZIP, RTF. Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de rejeter l'offre du candidat s'il était dans l'impossibilité de lire les documents reçus dans des formats différents. Pour les fichiers zippés, la signature doit figurer sur chacun des documents à signer et non sur le seul fichier ZIP sous peine de rejet de l'offre.

Pour répondre sous format électronique, la personne habilitée à engager le soumissionnaire doit être titulaire d'un certificat électronique afin de signer son offre. Les certificats de signature doivent être conforme au niveau de sécurité ** du R.G.S.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat. Si le signataire n'utilise pas l'outil proposé par le profil acheteur, ce dernier transmet avec les documents signés, l'outil permettant de procéder gratuitement à la vérification de la signature. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Copie de sauvegarde :

Les candidats qui remettent une offre électronique en utilisant le portail indiqué ci-dessus peuvent faire parvenir une copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique CD-ROM ou DVD-ROM.

Attention : la copie de sauvegarde doit être réceptionnée avant la date et l'heure indiquées de remise des offres. Elle doit être adressée sous enveloppe où figure le numéro de l'affaire et la mention "copie de sauvegarde".

La copie de sauvegarde ne sera ouverte que :

- si un programme informatique malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur à l'ouverture de l'offre dématérialisée
ou
- si une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique mais n'est pas parvenue dans les délais de dépôt ou n'a pas pu être ouverte par le pouvoir adjudicateur.

Si le pli contenant la copie de sauvegarde n'est pas ouvert, il est détruit par le pouvoir adjudicateur.

15/ Renseignements complémentaires:

Langue dans laquelle les candidatures doivent être rédigées :

Les candidatures seront rédigées en langue française